

L'objectif d'une candidature communiste doit être de faire relever la tête de la classe laborieuse, de l'unir et de l'armer pour le combat de classe

Contribution individuelle de Cédric Goulmot

En 2022, cela fera 15 ans que le Parti Communiste Français n'aura pas présenté de candidat·e à l'élection « reine » de la vie politique française. Cela a accéléré un effacement du PCF au niveau national, et dont la résultante fut des scores historiquement faible aux élections législatives de 2017 et européennes de 2019.

Renouveler avec une présence à toutes les élections nationales, comme l'a acté notre XXXVIII^e congrès, cela passe d'abord et avant tout par une présence à l'élection présidentielle. Déjà parce que cette élection est un grand moment politique pour notre pays, en particulier, c'est un moment de politisation important des masses. Presque tout le monde dans notre pays, y compris les abstentionnistes, s'intéresse à cette élection.

Depuis trop d'années maintenant, le manque du Parti Communiste Français sur la scène nationale se fait ressentir. Cela date d'avant la stratégie d'absence aux élections nationales et remonte à Robert Hue, qui a abandonné le communisme. Les candidatures de Robert Hue en 2002, puis de Marie-George Buffet en 2007, n'ont été des candidatures de nature révolutionnaire : par abandon du combat communiste pour le premier, par l'idée que le Parti Communiste devait principalement s'effacer derrière un rôle d'union « des forces antilibérales » pour la seconde.

Ce manque s'est fait ressentir sur les résultats des élections lors des années 2000 : face à l'absence du pôle révolutionnaire que représentait le Parti Communiste Français, les candidatures gauchistes ont explosé en nombre de voix. Avec les dégâts que ça implique : les gauchistes ne présentent pas un projet de nature à réellement dépasser le capitalisme, mais ont un rapport religieux avec les textes des auteurs marxistes. Le projet pourtant radical et réaliste du communisme s'est donc vu incarné par une utopie bien éloignée du monde réel. Il n'est donc pas étonnant que le gain d'intérêt du gauchisme français n'ait été que temporaire, et que les idées révolutionnaires aient régressé dans notre pays.

La dépolitisation, aussi bien de la population que des responsables politiques, n'est — à mon sens — pas étrangère à l'affaiblissement du PCF : le PCF était un lieu où par son école, des connaissances pointues, scientifiques, historiques, politiques, étaient rendues accessibles aux communistes. Cela posait de grandes exigences à nos adversaires, aujourd'hui cette exigence n'existe plus.

Il est plus que temps que ces idées révolutionnaires redeviennent importantes dans notre pays, c'est une nécessité qu'impose la crise que nous traversons qui paupérise tout un pan de la population, pour la nécessaire transformation écologique, pour armer le mouvement social, pour la gauche et pour notre parti.

Une gauche en lambeau, faible de ses trahisons et de ses renoncements

Aujourd'hui, la gauche est faible de sa conversion au libéralisme et ces trahisons successives : François Mitterrand, qui dans les années 70 adhère à un projet de dépassement du capitalisme¹, et s'engage dans l'alliance avec le PCF sur le fameux « programme commun de gouvernement » : après quelques mois au pouvoir, lui et son gouvernement renoncent à toute transformation de la société capitaliste et son pouvoir prend le tristement célèbre « tournant de la rigueur ». Plus récemment, François Hollande était élu sur la promesse de combattre la finance, promesse qu'il n'appliquera jamais.

Aujourd'hui, les Françaises et les Français ont raison de se méfier des promesses de la gauche, car elle a capitulé face au capital à chaque fois qu'elle était au pouvoir. Aujourd'hui, qui à gauche aurait le courage de s'affronter au capital ? parce qu'à gauche nous avons, soit des partis aux idées sociales-libérales (le PS et EELV), soit qui affirment avoir des ambitions révolutionnaires, mais dont le programme social-démocrate pourrait parfaitement s'accorder au capitalisme : la France Insoumise par exemple.²

Quant aux partis gauchistes, ceux-ci n'offrent aucune solution permettant de dépasser réellement le capitalisme.

Cela pousse à une exigence : il faut reconstruire un pôle réellement révolutionnaire dans notre pays. Et ce pôle ne pourra être construit qu'avec et autour du parti communiste, seule formation politique proposant des solutions réalistes pour sortir du capitalisme tel qu'il est aujourd'hui.

L'illusion d'une Gauche qui pourrait l'emporter dans l'état où elle est aujourd'hui

200 camarades ont signé un texte qui explique que pour « *Se donner les moyens de gagner en 2022* » il faudrait que la gauche — telle qu'elle l'est aujourd'hui — s'unisse autour d'un programme et d'un candidat communs pour ouvrir une possibilité de changement.

C'est une hypothèse déraisonnable : déjà parce qu'aucune force politique, si ce n'est le PCF, n'est capable de proposer un « *programme de rupture avec le capitalisme* ». Ensuite parce qu'un·e candidat·e d'union de la gauche, s'il ou elle n'est pas réellement révolutionnaire, sera renvoyé aux trahisons de la gauche.

Derrière cette tribune, il y a l'illusion que l'on pourrait renouveler la stratégie du défunt front de gauche, ou que la candidature de Mélenchon pourrait encore permettre de former un vaste mouvement populaire. En faisant l'abstraction des causes des échecs du front de gauche, de son bilan politique pour notre parti, ou même de la défiance croissante face aux excès et outrances de ce candidat.

¹ Au congrès d'Épinay ayant eu lieu en 1971, François Mitterrand disait : « [...] *la révolution, c'est d'abord une rupture avec l'ordre établi. Celui qui n'accepte pas cette rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là ne peut pas être adhérent du Parti socialiste.* »

² Pour LFI on pourrait citer le financement de la sécurité sociale par l'impôt et l'embauche des chômeurs et chômeuses de longue durée par l'État qui déresponsabiliserait les entreprises du rôle qu'elles ont dans le chômage. [Lire également la 166^{ème} lettre du RASPE sur nos différences avec LFI.](#)

Ce qu'il y a de notable avec cette tribune, c'est que pour les signataires, la seule façon de peser serait d'être majoritaire à l'élection présidentielle : c'est une vision qui limite l'action politique aux cadres et règles de la démocratie bourgeoise. Abandonnant ainsi l'idée que, l'important dans une élection pour les révolutionnaires, c'est aussi d'imposer un rapport de force permettant d'obtenir des concessions importantes de la classe dirigeante, apportant une amélioration substantielle et immédiate des conditions de vie de la classe laborieuse.

C'est précisément ce rapport de force que la candidature de Mélenchon n'a pas établi en 2017, malgré son score important. « *On ne fait pas la même politique avec un PCF à 20 % et à un PCF à 10 %* » disait le président de l'ancêtre du MEDEF dans les années 70 et 80 : pour l'instant pas un capitaliste n'a dit cela de la France Insoumise.

Il y a aussi l'illusion que les idées des communistes pourront être portées dans un processus où le ou la candidat-e « s'effacerait » derrière un processus constituant. C'est se méprendre sur la façon dont fonctionne cette élection et le poids démesuré du candidat-e dans cette élection.

Une candidature communiste s'appuyant sur le collectif et les propositions révolutionnaires du parti

Nous devons donc porter une candidature communiste à l'élection présidentielle, seul moyen de répondre aux défis que pose cette crise, et pour permettre à la gauche de retrouver des couleurs révolutionnaires. Cette candidature ne doit pas être une candidature personnelle, qui validerait la présidentialisation de la vie politique française, mais une candidature qui se fait le porte-parole des idées du parti communiste et du monde du travail.

L'exercice de la candidature personnelle est dangereux, car il expose le candidat ou la candidate potentielle à des erreurs, et les polémiques qui s'ensuivent et qui seront instrumentalisées. Il faut que cette candidature s'appuie sur un collectif qui lui permette d'être le ou la meilleure possible dans ces interventions publiques. Elle doit s'appuyer sur le large travail politique fait par les revues et les diverses commissions de notre parti, ainsi que sur l'organisation de jeunesses.

Enfin, il ne faut pas avoir peur du débat avec les autres forces de gauche. La posture d'Ian Brossat aux élections de 2019, qui n'était de polémiquer qu'avec les forces de droite, ne permettait pas de distinguer le Parti Communiste des autres forces de gauche. Alors que nous avons matière à débattre avec les forces de gauche : pour des avancées sociales et écologiques, pour s'attaquer au pouvoir du capital et les moyens de le faire ; sur le nucléaire, la santé, la culture, la démocratie en entreprise. Nous devons pouvoir débattre publiquement de ces sujets pour que les Françaises et les Français puissent se faire un avis : parce que sans ça, la candidature communiste de rassemblement ne serait pas aussi utile qu'elle pourrait l'être.